



## Conseil d'administration

Jeudi 11 décembre 2025, de 14h00 à 16h00 en visio-conférence

1

---

### Compte-rendu

---

#### *Accueil par le président*

Bienvenue aux administrateurs et administratrices et aux présidentes de groupes-pays et dynamiques thématiques

#### ***Partie statutaire***

##### **1. Adoption de l'ordre du jour et adoption du compte-rendu du CA du 20 mai 2025**

- L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.
- Le compte-rendu est adopté à l'unanimité.

##### **2. Informations budgétaires et financières**

**Virginie Rouquette, directrice générale**, présente les excuses du trésorier, Jean-Claude Dardelet, adjoint au maire de Toulouse. Les premières projections concernant le résultat 2025 anticipent un budget à l'équilibre avec 1 994 500€ de budget (et un résultat prévisionnel positif de 16 à 18 000 euros), permettant de reconstituer les fonds associatifs. On note une augmentation du volume financier des cotisations (passées de 867 000€ à 889 000€) témoignant de la confiance de nos adhérents.

Le remboursement de l'emprunt bancaire (contracté il y a 3 ans) a pris fin au mois de novembre.

Un contexte financier est assaini (les fonds associatifs ne plus négatifs) mais une fragilité persiste. Trois mois de budget de fonctionnement en trésorerie sont recommandés, les efforts sont encore à poursuivre.

**Michael Delafosse, Président de Cités Unies France** précise que cette évolution positive de notre budget reflète la confiance apportée à CUF à la fois par les membres de Cités Unies France et les partenaires qu'il remercie de leur confiance. Il souligne l'enjeu, pour l'équipe comme pour les administratrices et administrateurs de Cités Unies France, d'aller dès le lendemain des élections municipales mobiliser les nouveaux élus sur les enjeux de l'AICT et l'importance de l'adhésion à CUF. Le ministre Jean Noël Barrot fait du rôle des collectivités françaises dans l'action internationale une des lignes directrices du MEAE, et s'avère être un réel soutien pour l'AICT.

#### *Remarques & échanges :*

- **Michèle Rubirola, adjointe au maire de Marseille** souligne que la baisse de l'enveloppe FICOL rend plus difficile l'AICT
- Pour **Benoît Pilet, adjoint au maire d'Angers**, le travail porté par les équipes de CUF pour mettre l'association hors de l'eau est à saluer. Par ailleurs, CUF doit défendre le futur budget et la place des CTF dans l'action internationale de l'Union européenne.

- **Antoine Le Solleuz, adjoint au maire de Nancy** rappelle l'annonce, lors des Assises de la diplomatie parlementaire et de la coopération décentralisée, de la création d'un futur fonds de jumelage du MEAE et souligne le rôle de CUF de se faire porte-parole des besoins réels des collectivités dans le cadre de ce fonds. Par ailleurs, les réalisations des coopérations décentralisées montrent qu'avec un budget restreint, les collectivités sont capables de porter des projets significatifs et d'envergure (comme le montre les projets développés dans le cadre du fonds de solidarité).
- **Adda Bekkouche, adjoint au maire de Colombes**, souhaite que CUF renforce encore son narratif sur l'AICT. Les collectivités françaises n'utilisent pas assez la sphère historique et culturelle (Afrique Subsaharienne et Méditerranée) alors qu'elles sont les actrices de recomposition d'alliances dans ces zones.
- Virginie Rouquette précise la volonté de la DCTCIV d'intégrer CUF dans la réflexion sur le futur fonds de jumelage, pour l'instant porté sur l'axe mobilité/jeunesse ; ce que confirme Frédéric Blanc de la DCTCIV, avec la programmation d'une réunion sur ce sujet en janvier prochain.

## ***Partie stratégique et opérationnelle***

### **1. Retours sur une année anniversaire et quelques temps forts**

Virginie Rouquette rappelle que Cités Unies France a célébré ses 50 ans d'engagement à l'international, à travers plusieurs événements :

- **Le Relais de la Coop Dec'** : réunissant plus de 20 collectivités françaises en Métropole et Outre-mer.
  - **Annulation de la mission en Palestine**, avec des impacts durables encore aujourd'hui.
  - **Soirée des 50 ans de CUF suivie des RAICT**.
  - **Assises Arménie et Madagascar**. Pascal Duforestel, président du groupe-pays Madagascar, conseiller régional de Nouvelle Aquitaine, rappelle le succès des assises avec plus de 200 participants, autour de coopérations de plus de 20 ans. Le contexte post assises reste suivi de très près par le groupe-pays en lien avec l'ambassade de France à Madagascar ; à date la continuité de la coopération décentralisée franco-malgache n'est pas remise en question. Les 16 et 17 décembre prochain, se tiendra un colloque sur la coopération décentralisée avec l'Argentine accueilli à Limoges métropole, en présence de 5 provinces argentines. Patrick Geroudet, conseiller municipal de Chartres et président du groupe-pays Argentine invite les collectivités à y participer nombreuses.
- Le président de CUF remercie les présidentes et présidents de groupes-pays pour leur implication, dont Sonia Zdorotsoff, Pascal Duforestel et Patrick Geroudet sans l'implication desquels les Assises franco-arméniennes et franco-malgaches n'auraient pas le succès rencontré cette année.

- **La COP de Belem, à laquelle CUF était présente.** Zoé Lorioux Chevalier, conseillère municipale de Poitiers, représentait avec 3 autres collectivités la gouvernance territoriale française.
  - o Remercie la DCTCIV pour avoir soutenu la présence de Cités Unies France dans cette Coop
  - o Souligne une vraie représentation et visibilité de CUF, permettant de réaffirmer le message porté par les collectivités françaises depuis des années sur le climat : elles sont des espaces d'action et d'enjeux climatiques, nécessitant leur inclusion dans les négociations.
  - o L'inclusion renforcée des collectivités permettrait de gagner en efficacité, au regard de leurs politiques d'adaptation au niveau local.
  - o La COP a permis de nouer des liens avec les réseaux internationaux de collectivités territoriales et de la société civile.
  - o La mobilisation des gouvernements locaux et régionaux a été efficace, notamment pour les pays ou Etats fédéraux qui ont habituellement peu de poids, ce qui a permis une coordination efficace avec les acteurs du climat autres que les collectivités.
  
- **Une évolution dans la présidence des groupes-pays,**
  - o La ville de Nice s'est proposée pour reprendre la présidence du groupe-pays Israël, que le président a accepté en lien avec le BE
  - o Au regard du contexte géopolitique, qui a entraîné l'arrêt de la coopération décentralisée franco-russe, le BE a acté l'arrêt des activités du groupe-pays Russie de Cités Unies France

## 2. Contexte et enjeux autour de l'AICT

### a) Les enjeux actuels autour de la prochaine programmation européenne et du soutien à la coopération décentralisée

Virginie Rouquette souligne que CUF a été représenté dans plusieurs temps forts européens. D'abord en mai dernier par Christian Debève, conseiller régional de la région Grand Est, à un séminaire à Reggio Emilia en Italie sur les enjeux de la coopération décentralisée dans le cadre du programme « *partnerships for sustainable cities* » soutenu notamment par l'UE. Ainsi qu'à Bruxelles, par Benoît Pilet, lors du Forum des villes et régions pour les partenariats internationaux.

#### ***Boris Tonhauser, directeur de Platforma***

Il apparaît nécessaire de plaider d'une seule voix la cause de la coopération décentralisée au niveau des institutions européennes, afin de favoriser les investissements stratégiques pour contribuer au développement local en France et dans les pays partenaires.

L'idée de la Commission Européenne à travers le Global Gateway est de mobiliser 400 milliards d'euros d'investissement (souvent privés) pour poursuivre les ODD et les ambitions stratégiques européennes. Le Global Gateway tourne autour de priorités stratégiques : numérique, transport, éducation, recherche, ... et ces priorités ne peuvent être menées à bien sans l'implication du niveau local. Il faut plaider pour

une implication locale en vantant sa valeur ajoutée, la coopération décentralisée doit être perçue comme un outil de soutien, d'échange, et d'apprentissage.

La Présidente de la Commission européenne a annoncé la création d'un hub d'investissement, à travers les délégations de l'UE pour implémenter/réaliser l'outil *Europe Globale*, ou les teams nationales, pouvant être perçue comme un outillage spécifique pour les collectivités.

Il faut que les collectivités réfléchissent d'ores et déjà à une proposition pour la Commission, afin de refléter au mieux les enjeux locaux.

#### **b) Regards sur la coopération décentralisée et ses enjeux,**

**Michaël Delafosse, président de CUF** rappelle que CUF, en partenariat avec l'AFCCRE et l'AIMF avait publié à la fin de l'été un communiqué pour défendre l'AICT. Le conseiller diplomatique du Premier ministre a rapidement pris attache avec CUF pour évoquer ensemble des enjeux de l'AICT ; nous le remercions de sa présence à cet échange

#### **M. Alexis Cruau, conseiller diplomatique du Premier ministre**

Les collectivités territoriales jouent un rôle essentiel dans l'action internationale et diplomatique à tous les niveaux, mais relève cependant des problèmes de mise en cohérence et de travail dans l'équipe France.

On sent tout de suite une différence dans les échanges entre la France et un pays étranger quand les collectivités ont une histoire, des relations interpersonnelles dans les territoires dudit pays. À contrario, on en subit l'absence lors d'échanges avec des pays qui n'ont pas de lien avec une collectivité. Les ambassadeurs, en tant que dépositaires d'une vision globale sur l'action menée en équipe France doit nécessairement prendre en compte une action plus localisée, plus effective dans le pays d'accueil. Il faut mêler vision mondiale et vision locale.

Par ailleurs, M. Cruau remercie Boris Tonhauser pour son intervention sur ces enjeux Et juge également la stratégie du Global Gateway comme encore trop abstraite.

**Le Président** remercie M. Cruau pour ses mots sur l'AICT. Il rappelle que CUF représente plus de 200 collectivités adhérentes, des jumelages et coopérations décentralisées, des fonds de solidarité, un travail de sensibilisation constant aux enjeux géopolitiques à travers les groupes-pays, ainsi qu'un travail conjoint avec les diasporas qui permet un de maintenir les liens avec les collectivités étrangères.

#### *Remarques & échanges :*

- Christophe Moreux, directeur général de l'AFCCRE rappelle que des amendements budgétaires avaient été proposés au Sénat pour accroître encore l'effort financier demandé aux collectivités territoriales. Il souligne la nécessité de continuer à faire pression auprès des parlementaires car les coupures budgétaires restent d'actualités. Il soulève également l'enjeu pour la France de peser au niveau européen, notamment des collectivités européennes d'affirmer leur spécificité vis à vis des dispositifs où leur action internationale a tendance à fusionner dans les grands programmes d'aides au développement d'ONG internationales.

- Frédéric Vallier, secrétaire général de l'AIMF souligne l'importance du support de l'Union Européenne pour l'accès aux financements. La France doit appuyer la demande d'accès direct des collectivités à l'enveloppe commune avec la société civile.
- Virginie Rouquette invite le conseiller diplomatique à souligner en interministériel l'importance de la coopération décentralisée
- Frédéric Blanc propose de travailler collectivement pour concrétiser les annonces du ministre concernant le fonds de jumelage et la stratégie Global Gateway, en s'assurant que les collectivités territoriales soient impliquées dans ces discussions.
- Le président de CUF souligne la baisse de l'influence française au niveau européen, d'où la nécessité de s'unir (collectivités + État) pour porter la voix des collectivités attirer des financements dans le cadre du Global Gateway.

### 3. 2026 : une programmation en construction, autour notamment des élections locales

#### a. Des publications

La directrice générale de CUF informe de la publication de 3 documents :

- « L'AICT, une force à mobiliser » : un argumentaire en faveur de l'AICT à parcourir, en période pré-électorale et au delà : <https://cites-unies-france.org/Elections-municipales-2026-decouvrez-la-nouvelle-plaquette-de-Cites-Unies>
- L'AICT en période réserve : un document élaboré en partenariat avec l'ARRICOD pour mieux appréhender les incidences de la période de réserve sur l'AICT : <https://cites-unies-france.org/CUF-ARRICOD-Publication-du-Guide-sur-l-Action-internationale-des-collectivites>
- Plaquette de Cités Unies France, qui présente les services réservés aux collectivités territoriales adhérentes à CUF: <https://cites-unies-france.org/-Pourquoi-et-comment-adherer->

#### b. Nos activités courantes présentées dans la plaquette

La directrice invite les adhérents (et non adhérents !) à consulter ce document pour mieux connaître le réseau de Cités Unies France et mesurer l'étendue des activités portées par Cités Unies France. Le président remercie les membres pour leur confiance et les invite à renouveler cette confiance.

#### c. Un parcours immersion sur la diplomatie des territoires

La directrice de CUF indique que les équipes travaillent sur un projet de parcours d'information et de sensibilisation sur l'AICT à destination des nouveaux élus aux relations internationales (ou des anciens). L'enjeu, avec des partenaires, à l'instar de la DCTCIV, de l'Académie diplomatiques et consulaire et d'autres, de permettre de mieux appréhender la diplomatie française dans son ensemble et quelques enjeux stratégiques de cette diplomatie.

Le travail est encore insuffisamment avancé mais dans les mois prochains il sera présenté pour permettre aux représentants des collectivités territoriales de s'y inscrire.

#### d. Une année à thème

Simoné Giovetti, Délégué au plaidoyer et aux fonds de solidarité :

- Rappelle les 5 dynamiques thématiques existantes : climat, crises, genre, développement économique et jeunesse-ESCI et des activités mises en place.
- Présente les nouveaux outils développés en 2025 : fiches de présentation, capitalisations, lancement des « Décryptages thématiques ».
- Rappelle que l'année 2025 a été marquée par une mobilisation sur les enjeux de genre.
- Proposons pour l'année 2026 de faire un focus plus marqué sur les enjeux de l'eau et l'assainissement

Virginie Rouquette apporte **deux informations additionnelles** :

- Comme indiqué dans le mail adressé aux membres du conseil d'administration, les **instances de CGLU** seront prochainement renouvelées. CUF en lien avec l'AFCCRE devra présenter des élus français du réseaux à divers postes de CGLU (notamment conseil mondial). Pour rappel, une adhésion à CUF engendre une adhésion systématique à CGLU. L'implication des élus à CGLU fait écho aux 7 priorités énoncées pendant les Assises : assurer une représentation des élus locaux dans les instances multilatérales.
- France Urbaine propose un **Sommet Urban7** à la fin du G7 afin de réunir tous les acteurs de la coopération internationale, notamment locale. CUF a proposé à France Urbaine de contribuer comme partenaire sur les questions de coopération décentralisée à cet événement

*Remarques & échanges :*

- **Antoine Le Solleuz de Nancy** propose à CUF de faire du lobbying pour les élections afin de faire monter un maire français à la présidence de CGLU.
- **Benoît Pilet d'Angers** a fait un point sur le dernier Conseil de CGLU à Xi'an où il a perçu un changement de volonté de la direction générale d'asseoir une gouvernance sur des valeurs démocratiques. Il rapporte également que l'AFCCRE propose de reconduire la liste actuelle des élus français plutôt que d'attendre les élections françaises, afin de maintenir la présence de la France dans les institutions
- Simoné Giovetti, responsable plaidoyer au sein de CUF a rappelé qu'il fallait impérativement être présent dans les négociations au sein de CGLU pour assurer davantage de présence aux élus CUF et de facto faire apparaître les valeurs démocratiques de CUF dans les postes clés. Le vote français doit être important.
- **Clare Hart, adjointe au maire de Montpellier**, a rappelé que le Sommet de Tanger était décisif pour l'AICT et CUF et qu'il fallait y paraître absolument. Autre échéance importante : le sommet Afrique France prévu au Kenya en mai prochain.

### **Mots de conclusions du Président**

- Un grand merci aux collègues que ne se représenteront pas dans le bloc communal pour leurs années d'engagement, aux côtés de CUF sur les enjeux de coopération décentralisée.
- Le prochain CA se tiendra au mois de mai 2026.
- Remerciements aux collectivités d'outre-mer.